Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *De la Différence des sexes. Le genre en histoire*

Paris, Larousse, 2010, 287 p.

Anaïs Albert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12670>

DOI : 10.4000/clio.12670

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 301-301

ISBN : 9782701194325

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Anaïs Albert, « Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *De la Différence des sexes. Le genre en histoire* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 42 | 2015, mis en ligne le 12 janvier 2016, consulté le 23 septembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/clio/12670> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.12670>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *De la Différence des sexes. Le genre en histoire*

Paris, Larousse, 2010, 287 p.

Anaïs Albert

RÉFÉRENCE

Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *De la Différence des sexes. Le genre en histoire*, Paris, Larousse, 2010, 287 p.

- 1 Alors que le concept de genre est désormais adopté en France dans presque toutes les disciplines, les premiers ouvrages de synthèse commencent à voir le jour, en sociologie par exemple ou bien en histoire avec ce travail collectif sous la direction de Michèle Riot-Sarcey. Sans être un véritable manuel qui aurait l'ambition d'initier des étudiants aux différents travaux existants, l'ouvrage se révèle néanmoins une très bonne introduction à la puissance heuristique du concept appliqué à l'histoire.
- 2 Il est composé d'une introduction historiographique et d'une conclusion théorique sous la plume de Michèle Riot-Sarcey, ainsi que de sept contributions d'historiennes et d'historiens qui portent sur l'Occident, avec un tropisme vers la France pour les trois dernières. Ces articles – et c'est l'une des grandes forces de l'ouvrage – balayent toutes les périodes de l'histoire. Violaine Sébillotte-Cuchet évoque pour commencer le fonctionnement de la démocratie athénienne à l'époque classique (V^e-IV^e siècle avant J.-C.) au prisme du genre, tandis que Thomas Späth s'interroge sur le modèle d'exercice du pouvoir au début de l'Empire romain (I^{er}-II^e siècle après J.-C.). Georges Sidéris présente ensuite le principe de la trisexuation dans l'Empire byzantin (330-1204) qui repose sur l'importance sociale et politique du groupe des eunuques, définis comme des hommes dans l'impossibilité de procréer. Anne-Marie Helvétius consacre son article à une étude politique et religieuse du haut Moyen-Âge (IV^e-XI^e siècle), période durant

laquelle, au sein de l'Église, une autre conception de la différence des sexes comportant un genre asexué est progressivement mise de côté par la montée en puissance du clergé. Sylvie Steinberg détaille les hiérarchies sociales et sexuées des XV^e et XVI^e siècles en France, dans lesquelles « les femmes sont perchées sur le “demi-degré” immédiatement situé au-dessous de leur père ou mari » (p. 146). Enfin, Alice Primi et Françoise Thébaud consacrent leurs contributions respectives à l'histoire politique de la France aux XIX^e et XX^e siècles, en examinant à la fois les fondements philosophiques de l'exclusion politique des femmes et les effets de la conquête de droits nouveaux (droit de vote et parité).

- 3 Ces contributions ont en commun de proposer une histoire politique et sociale renouvelée par l'utilisation du concept de genre, utilisé au maximum de son potentiel critique pour faire une histoire du pouvoir. La définition commune à laquelle se réfèrent les auteur.e.s est bien celle de Joan W. Scott selon laquelle le genre est « un élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues » et « une façon première de signifier les rapports de pouvoir »¹. Loin de faire un usage mou du genre, dénoncé récemment par la même Joan W. Scott², car il revient à re-naturaliser la différence des sexes, cet ouvrage donne à lire une interrogation sur la texture même du pouvoir pris dans son sens foucaldien, c'est-à-dire à la fois comme une force d'assujettissement et de subjectivation. Le pouvoir ne se réduit pas à une définition strictement politique (celui de l'État) mais déborde dans le champ social où il joue pour façonner un ensemble de relations asymétriques. Comme l'écrit Violaine Sebillotte-Cuchet, le pouvoir n'est « plus un privilège qui appartiendrait à un groupe donné, il marque tout type de relations interindividuelles, tout type de pratiques sociales, y compris celle qui ont lieu à l'intérieur des murs de la maison » (p. 28). Cette définition est à rapprocher du grand slogan féministe – et en quelque sorte foucaldien – des années 1970 selon lequel « le privé est politique ». Le pouvoir se dit donc dans le langage du genre et le genre est le soubassement du pouvoir, comme l'illustre très bien la contribution de Thomas Späth. Il montre que le concept de genre est particulièrement opératoire pour comprendre les bouleversements politiques des premières années du principat à Rome où, en cassant l'égalité aristocratique de la République et en se plaçant au-dessus des *patres familias* traditionnels, « les princes monopolisent le masculin » (p. 68).
- 4 Préoccupé par les représentations de la différence des sexes, cet ouvrage ne prête pourtant pas le flanc à la critique courante faite à l'histoire du genre d'être uniquement une histoire du discours. Les études restent en effet toujours arrimées à une histoire sociale et économique qui distingue l'ordre normatif des possibilités offertes dans la vie quotidienne pour ne pas tomber dans l'éternelle antienne de la subordination féminine. Comme l'écrit Françoise Thébaud, lorsqu'elle décrit une vie publique française de plus en plus perméable à la mixité dans les années 1920 et 1930 alors que les femmes n'ont pas le droit de vote, « la réalité est plus nuancée que les représentations » (p. 194).
- 5 Ce volume qui traite d'une si longue période se révèle pourtant d'une très grande cohérence : les arguments s'y répondent d'une contribution à l'autre, prouvant qu'une problématique transversale comme celle du genre gagne à être traitée avec une grande profondeur historique. Les échos sont nombreux : ainsi, lorsqu'Alice Primi décrypte le code civil napoléonien de 1804 qui postule la *fragilitas* féminine, concept juridique directement issu de la représentation du masculin et du féminin sous l'Empire romain traitée par Thomas Späth. Ce rappel montre la très longue durée des conceptions

juridiques antiques et leur persistance pour définir les rapports entre les sexes. De la même manière, lorsque Françoise Thébaud écrit qu'« être une citoyenne, c'est être une mère de citoyens inculquant à ses enfants les valeurs du régime, pas une individuée dotée de droits politiques et d'autonomie personnelle » (p. 190), on retrouve quasiment à l'identique la conception de la citoyenneté féminine exposée par Violaine Sébillotte-Cuchet pour l'Athènes classique, dans laquelle les filles sont éduquées en vue de leur rôle de production et de reproduction dans l'*oikos*.

- 6 Mais si ce recours à la longue durée met au jour de frappantes permanences, il permet aussi de pointer des conceptions alternatives – et disparues – des rapports de genre. Les contributions d'histoire antique et médiévale donnent à voir des configurations de genre très différentes de la nôtre : la trisexuation byzantine ou une société athénienne pour laquelle « la division des sexes n'est pas l'opposition la plus structurante » (p. 29). L'histoire est ici un puissant outil critique contre la naturalisation de la différence des sexes et l'essentialisation du féminin et du masculin. Ces configurations alternatives ne sont pas marginales, comme le prouve la présence de 20 000 eunuques parmi les 400 000 habitants à Byzance. Ce sont même parfois les rapports sociaux fondés sur la différence des sexes qui sont minoritaires : dans la Rome et l'Athènes antique, le binarisme sexuel n'organise finalement que le groupe des citoyens, qui est minoritaire numériquement bien que dominant socialement. Mais ses membres ont produit les textes normatifs, et la majorité des sources, qui nous sont parvenues, ce qui explique l'illusion rétrospective qui nous fait projeter leur mode de fonctionnement sur toute la société. Comme l'écrit très clairement Sylvie Steinberg, l'histoire ne doit pas omettre de s'interroger sur la « centralité de la question du genre au cours du temps : n'y a-t-il pas d'époques ou de contextes particuliers où d'autres rapports de pouvoir passent à l'avant-plan de ce rapport de genre et où des identités sociales ont la prééminence sur les identités sexuées ? » (p. 135)
- 7 Les différentes contributions remettent donc en perspective le binarisme sexuel qui consiste à opposer deux – et seulement deux – sexes dans une série de couples de contraires hiérarchisés : homme/femme, universel/particulier, public/privé, chaud/froid, action/passion... Cette vision de la différence sexuelle est bien sûr fondamentale, mais elle ne doit pas occulter l'existence d'autres systèmes de genre. Georges Sidéris explore ainsi l'existence d'un « troisième sexe » à Byzance, qui regroupe les eunuques et les femmes ascètes. Anne-Marie Helvétius met en avant l'asexualité qui est un idéal monastique puissant du haut Moyen Âge occidental, permettant notamment aux femmes, particulièrement aux vierges, de jouer un grand rôle spirituel. Cette représentation s'appuie sur l'idée du « sexe universel » (p. 107) et sur le modèle du Christ qui dans sa virginité incarne l'« image unisexe de Dieu » (p. 113). Les textes dits apocryphes, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas été reconnus comme faisant partie de la doctrine officielle de l'Église, ont particulièrement promu cette vision alternative. On voit bien ici à l'œuvre une opération du « savoir-pouvoir » de Foucault, où les textes canoniques sont ceux qui défendent la binarité du genre : la consécration d'un savoir légitime est aussi la confirmation d'un rapport de pouvoir qui met en œuvre la domination des hommes sur les femmes. Enfin, même lorsque la binarité du système de représentation est confirmée, les articles soulignent l'existence de zones médianes, « d'échelles de gradations, qui vont au-delà de la simple dichotomie homme/femme » (p. 140). À l'époque moderne étudiée par Sylvie Steinberg, « les hommes et les femmes flegmatiques ont des corps et des vertus plus féminins que les colériques qui sont

nettement virils dans leur apparence et leurs comportements » (p. 141). Le genre peut donc être un continuum, et pas seulement une opposition terme à terme.

- 8 Pour conclure, on peut souligner que cet ouvrage collectif, par sa grande amplitude chronologique et son usage aiguisé du concept de genre, permet de faire une réelle histoire critique du pouvoir. Dans une perspective foucaldienne bien comprise et acclimatée à l'histoire, il sert puissamment à comprendre « comment et pourquoi, malgré les résistances, individuelles et collectives, la hiérarchie des sexes se perpétue en se renouvelant » (p. 223).
-

NOTES

1. Joan W. Scott, « Genre : une catégorie utile d'analyse historique », *Cahiers du GRIF*, 1988 [1986], n°37-38, p. 125-153.
 2. Joan W. Scott, « Fantômes du millénaire : le futur du "genre" au XXI^e siècle », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* n°32, 2010 [2001], p. 89-117.
-

AUTEURS

ANAÏS ALBERT

Centre d'Histoire du XIX^e siècle
Université de Poitiers